

Le nouveau servage

Depuis les années 1950 et l'apparition des premiers hackers, l'informatique est porteuse d'un message d'émancipation. Sans ces pionniers, notre dépendance aux grandes firmes technologiques aurait déjà été scellée.

Aujourd'hui, l'avènement de l'Internet des objets remet en question l'autonomisation des utilisateurs en les empêchant de « bidouiller » à leur gré. Pire encore, les modèles économiques apparus ces dernières années remettent même en question la notion de propriété. Les GAFAM et compagnie sont-ils devenus nos nouveaux seigneurs féodaux ?

Une traduction de Framalang : Relec', Redmood, FranBAG, Ostrogoths, simon, Moutmout, Edgar Lori, Luc, jums, goofy, Piup et trois anonymes

L'Internet des objets nous ramène au Moyen Âge

Par Joshua A. T. Fairfield

Source : The 'internet of things' is sending us back to the Middle Ages



Est-ce vraiment ainsi que se définissent maintenant nos rapports avec les entreprises de technologie numérique ? Queen Mary Master



Les appareils connectés à Internet sont si courants et si vulnérables que des pirates informatiques ont récemment pénétré dans un casino via... son aquarium ! Le réservoir était équipé de capteurs connectés à Internet qui mesuraient sa température et sa propreté. Les pirates sont entrés dans les capteurs de l'aquarium puis dans l'ordinateur utilisé pour les contrôler, et de là vers d'autres parties du réseau du casino. Les intrus ont ainsi pu envoyer 10 gigaoctets de données quelque part en Finlande.

En observant plus attentivement cet aquarium, on découvre le problème des appareils de « l'Internet des objets » : on ne les contrôle pas vraiment. Et il n'est pas toujours évident de savoir qui tire les ficelles, bien que les concepteurs de logiciels et les annonceurs soient souvent impliqués.

Dans mon livre récent intitulé *Owned : Property, Privacy, and the New Digital Serfdom (Se faire avoir : propriété, protection de la vie privée et la nouvelle servitude numérique)*, je définis les enjeux liés au fait que notre environnement n'a jamais été truffé d'autant de capteurs. Nos aquariums, téléviseurs intelligents, thermostats d'intérieur reliés à Internet, *Fitbits* (coachs électroniques) et autres téléphones intelligents recueillent constamment des informations sur nous et notre environnement. Ces informations sont précieuses non seulement pour nous, mais aussi pour les gens qui veulent nous vendre des choses. Ils veillent à ce que les appareils connectés soient programmés de manière à ce qu'ils partagent volontiers de l'information...

Prenez, par exemple, Roomba, l'adorable robot aspirateur. Depuis 2015, les modèles haut de gamme ont créé des cartes des habitations de ses utilisateurs, pour mieux les parcourir tout en les nettoyant. Mais comme Reuters et Gizmodo l'ont rapporté récemment, le fabricant de Roomba, iRobot, pourrait envisager de partager ces plans de surface d'habitations privées avec ses partenaires commerciaux.

Les atteintes à la sécurité et à la vie privée sont intégrées

Comme le Roomba, d'autres appareils intelligents peuvent être programmés pour partager nos informations privées avec les annonceurs publicitaires par le biais de canaux dissimulés. Dans un cas bien plus intime que le Roomba, un appareil de massage érotique contrôlable par smartphone, appelé WeVibe, recueillait des informations sur la fréquence, les paramètres et les heures d'utilisation. L'application WeVibe renvoyait ces données à son fabricant, qui a accepté de payer plusieurs millions de dollars dans le cadre d'un litige juridique lorsque des clients s'en sont aperçus et ont contesté cette atteinte à la vie privée.

Ces canaux dissimulés constituent également une grave faille de sécurité. Il fut un temps, le fabricant d'ordinateurs Lenovo, par exemple, vendait ses ordinateurs avec un programme préinstallé appelé Superfish. Le programme avait pour but de

permettre à Lenovo — ou aux entreprises ayant payé — d’insérer secrètement des publicités ciblées dans les résultats de recherches web des utilisateurs. La façon dont Lenovo a procédé était carrément dangereuse : l’entreprise a modifié le trafic des navigateurs à l’insu de l’utilisateur, y compris les communications que les utilisateurs croyaient chiffrées, telles que des transactions financières via des connexions sécurisées à des banques ou des boutiques en ligne.

Le problème sous-jacent est celui de la propriété

L’une des principales raisons pour lesquelles nous ne contrôlons pas nos appareils est que les entreprises qui les fabriquent semblent penser que ces appareils leur appartiennent toujours et agissent clairement comme si c’était le cas, même après que nous les avons achetés. Une personne peut acheter une jolie boîte pleine d’électronique qui peut fonctionner comme un smartphone, selon les dires de l’entreprise, mais elle achète une licence limitée à l’utilisation du logiciel installé. Les entreprises déclarent qu’elles sont toujours propriétaires du logiciel et que, comme elles en sont propriétaires, elles peuvent le contrôler. C’est comme si un concessionnaire automobile vendait une voiture, mais revendiquait la propriété du moteur.

Ce genre de disposition anéantit le fondement du concept de propriété matérielle. John Deere a déjà annoncé aux agriculteurs qu’ils ne possèdent pas vraiment leurs tracteurs, mais qu’ils ont, en fait, uniquement le droit d’en utiliser le logiciel — ils ne peuvent donc pas réparer leur propre matériel agricole ni même le confier à un atelier de réparation indépendant. Les agriculteurs s’y opposent, mais il y a peut-être des personnes prêtes à l’accepter, lorsqu’il s’agit de smartphones, souvent achetés avec un plan de paiement échelonné et échangés à la première occasion.

Combien de temps faudra-t-il avant que nous nous rendions compte que ces entreprises essaient d’appliquer les mêmes règles à nos maisons intelligentes, aux téléviseurs intelligents dans nos salons et nos chambres à coucher, à nos toilettes intelligentes et à nos voitures connectées à Internet ?

Un retour à la féodalité ?

La question de savoir qui contrôle la propriété a une longue histoire. Dans le système féodal de l’Europe médiévale, le roi possédait presque tout, et l’accès à la

propriété des autres dépendait de leurs relations avec le roi. Les paysans vivaient sur des terres concédées par le roi à un seigneur local, et les ouvriers ne possédaient même pas toujours les outils qu'ils utilisaient pour l'agriculture ou d'autres métiers comme la menuiserie et la forge.

Au fil des siècles, les économies occidentales et les systèmes juridiques ont évolué jusqu'à notre système commercial moderne : les individus et les entreprises privées achètent et vendent souvent eux-mêmes des biens de plein droit, possèdent des terres, des outils et autres objets. Mis à part quelques règles gouvernementales fondamentales comme la protection de l'environnement et la santé publique, la propriété n'est soumise à aucune condition.

Ce système signifie qu'une société automobile ne peut pas m'empêcher de peindre ma voiture d'une teinte rose pétard ou de faire changer l'huile dans le garage automobile de mon choix. Je peux même essayer de modifier ou réparer ma voiture moi-même. Il en va de même pour ma télévision, mon matériel agricole et mon réfrigérateur.

Pourtant, l'expansion de l'Internet des objets semble nous ramener à cet ancien modèle féodal où les gens ne possédaient pas les objets qu'ils utilisaient tous les jours. Dans cette version du XXI^e siècle, les entreprises utilisent le droit de la propriété intellectuelle — destiné à protéger les idées — pour contrôler les objets physiques dont les utilisateurs croient être propriétaires.

Mainmise sur la propriété intellectuelle

Mon téléphone est un Samsung Galaxy. Google contrôle le système d'exploitation ainsi que les applications Google Apps qui permettent à un smartphone Android de fonctionner correctement. Google en octroie une licence à Samsung, qui fait sa propre modification de l'interface Android et me concède le droit d'utiliser mon propre téléphone — ou du moins c'est l'argument que Google et Samsung font valoir. Samsung conclut des accords avec de nombreux fournisseurs de logiciels qui veulent prendre mes données pour leur propre usage.

Mais ce modèle est déficient, à mon avis. C'est notre droit de pouvoir réparer nos propres biens. C'est notre droit de pouvoir chasser les annonceurs qui envahissent nos appareils. Nous devons pouvoir fermer les canaux d'information détournés pour les profits des annonceurs, pas simplement parce que nous

n'aimons pas être espionnés, mais aussi parce que ces portes dérobées constituent des failles de sécurité, comme le montrent les histoires de Superfish et de l'aquarium piraté. Si nous n'avons pas le droit de contrôler nos propres biens, nous ne les possédons pas vraiment. Nous ne sommes que des paysans numériques, utilisant les objets que nous avons achetés et payés au gré des caprices de notre seigneur numérique.

Même si les choses ont l'air sombres en ce moment, il y a de l'espoir. Ces problèmes deviennent rapidement des cauchemars en matière de relations publiques pour les entreprises concernées. Et il y a un appui bipartite important en faveur de projets de loi sur le droit à la réparation qui restaurent certains droits de propriété pour les consommateurs.

Ces dernières années, des progrès ont été réalisés dans la reconquête de la propriété des mains de magnats en puissance du numérique. Ce qui importe, c'est que nous identifions et refusions ce que ces entreprises essaient de faire, que nous achetions en conséquence, que nous exercions vigoureusement notre droit d'utiliser, de réparer et de modifier nos objets intelligents et que nous appuyions les efforts visant à renforcer ces droits. L'idée de propriété est encore puissante dans notre imaginaire culturel, et elle ne mourra pas facilement. Cela nous fournit une opportunité. J'espère que nous saurons la saisir.